

LEE HYE-MIN

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

La décision américaine de se retirer de l'Accord de Paris va rendre l'application de ce dernier plus difficile, et mettre à mal la détermination d'autres pays à initier leurs propres réductions, étant donné le rôle des États-Unis au sein de cet important agenda mondial et le fait que les États-Unis, deuxième émetteur derrière la Chine, sont de surcroît, responsables de 16 % des émissions mondiales totales.

Il est à craindre, en particulier, que cela ait un impact négatif considérable sur le financement climatique. Les pays avancés s'engagent à dégager 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 pour soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation des pays en développement, et le Fonds vert pour le climat, le FVC, a été créé en 2010 dans cette optique. En annonçant sa décision de se retirer de l'Accord de Paris, le Président Trump a également déclaré que les États-Unis cesseraient de contribuer au Fonds vert pour le climat. Les États-Unis s'étaient engagés à verser 3 milliards de dollars au FVC, soit la contribution la plus élevée et le double de celle du Japon, deuxième contributeur. En réalité, Barack Obama a autorisé un deuxième versement de 500 millions de dollars au FVC seulement trois jours avant la fin de son mandat, ce qui laisse 2 milliards de dollars en souffrance. Réduire de façon drastique les fonds en soutien aux efforts mondiaux d'innovation en matière d'énergie propre nuirait considérablement aux efforts de développement et de déploiement des nouvelles technologies de réduction du carbone, d'autant que celles-ci ont probablement un rôle déterminant à jouer dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Ce dernier a pour but de permettre l'adaptation et l'atténuation du changement climatique en mobilisant tous les pays. Atteindre cet objectif passe par la technologie, la finance et le renforcement des capacités, particulièrement pour les pays en développement. La décision de l'administration américaine de se retirer de l'Accord de Paris aura donc sans aucun doute un impact très négatif sur le financement climatique. Il est temps pour nous tous de réfléchir à la manière de résoudre ce problème dans les années à venir. Comme l'ont déclaré les dirigeants du G20 lors du sommet de Hambourg en juillet dernier, l'Accord de Paris est irréversible et la communauté internationale va s'atteler à le mettre en œuvre, mais le parcours est semé d'embûches.